



CHAPITRE 14

Loi des pensions

SECTION I

DE LA PENSION DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PERMANENTS DU SERVICE CENTRAL
NOMMÉS AVANT LE 1^{er} AVRIL 1942

Applica-
tion de la
section.

1. La présente section s'applique:
1° Aux membres du personnel du service civil, tel que défini par la Loi du service civil (chap. 13);

2° Aux greffiers ainsi qu'aux fonctionnaires, commis et messagers permanents du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, au greffier de la couronne en chancellerie, aux employés permanents de la bibliothèque de la Législature, au greffier en loi de la Législature ainsi qu'aux employés et messagers permanents de son bureau;

3° Aux inspecteurs d'établissements industriels qui sont attachés au ministère du travail;

4° Aux ingénieurs et inspecteurs de divisions qui sont attachés au ministère de la voirie et aux arpenteurs du service des arpentages du dit ministère. S. R. 1941, c. 13, a. 2.

A.—De la quotité de la pension

Droit à la
pension.

2. Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle de retraite à tout fonctionnaire ou employé visé par l'article 1 et nommé avant le 1^{er} avril 1942

a) qui a au moins trente-cinq ans de service, ou

b) qui a au moins dix ans de service et soixante ans d'âge, ou

CHAPTER 14

Pension Act

DIVISION I

PENSION OF PERMANENT OFFICERS AND EMPLOYEES OF THE INSIDE SERVICE APPOINTED BEFORE
THE 1st OF APRIL, 1942

Applica-
tion of
division.

1. This division shall apply:

(1) To members of the civil service, as defined by the Civil Service Act (Chap. 13);

(2) To the Clerks, as well as to all the permanent officers, clerks and messengers of the Legislative Council and of the Legislative Assembly; to the Clerk of the Crown in Chancery; to the permanent officers of the Library of the Legislature, and to the Law Clerk of the Legislature and his permanent officers and messengers;

(3) To the inspectors of industrial establishments of the Department of Labour;

(4) To the engineers and divisional inspectors attached to the Roads Department; and to the land surveyors in the Surveys Branch of the said Department. R. S. 1941, c. 13, s. 2.

A.—Amount of the Pensions

2. There shall be granted by the Lieutenant-Governor in Council an annual pension to any officer or employee contemplated by section 1 and appointed before the 1st of April 1942

(a) who has at least thirty-five years of service, or

(b) who has at least ten years of service and is at least sixty years of age, or

- c) qui a au moins dix ans de service et est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale. S. R. 1941, c. 13, a. 3; 6 Geo. VI, c. 14, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 1.
- (c) who has at least ten years of service and has become incapable of discharging his ordinary duties by reason of physical or mental infirmity. R. S. 1941, c. 13, s. 3; 6 Geo. VI, c. 14, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 1.
- Calcul de la pension. 3. La pension est basée sur le nombre total d'années de services du fonctionnaire ou de l'employé, ainsi que sur la moyenne des traitements dont il a joui pendant les trois dernières années qui ont précédé sa retraite. S. R. 1941, c. 13, a. 4.
3. Such pension shall be based upon the total number of years of service of the public officer or employee, and the average of his salary during the three years immediately preceding his superannuation. R. S. 1941, c. 13, s. 4.
- Liquidation. 4. La pension est fixée à autant de cinquièmes du traitement moyen que le fonctionnaires ou l'employé a d'années de service. S. R. 1941, c. 13, a. 5.
4. The pension shall be fixed at as many fiftieths of such average salary as the officer or employee has years of service to his credit. R. S. 1941, c. 13, s. 5.
5. Le montant de toute pension ou demi-pension est porté à neuf cents dollars par année, tant que le titulaire ne peut profiter des dispositions de la loi du Canada intitulée « Loi sur la sécurité de la vieillesse », ou de la Loi de l'assistance aux personnes âgées (chap. 226), de la Loi des allocations aux aveugles (chap. 224) ou de la Loi de l'aide aux personnes invalides (chap. 225). S. R. 1941, c. 13, a. 5a; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 2; 10-11 Eliz. II, c. 10, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 11, a. 1.
5. The amount of any pension or half pension shall be increased to nine hundred dollars per year, so long as the pensioner cannot avail himself of the provisions of the act of Canada entitled "Old Age Assistance Act", or of the Aged Persons Assistance Act (Chap. 226), of the Blind Persons Allowances Act (Chap. 224) or of the Disabled Persons Assistance Act (Chap. 225). R. S. 1941, c. 13, s. 5a; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 2; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 11, s. 1.
- Maximum. 6. Sauf les dispositions des articles 8, 9 et 10, la pension ne peut, en aucun cas, excéder les trente-cinq cinquièmes du traitement moyen. S. R. 1941, c. 13, a. 6.
6. Saving the provisions of sections 8, 9 and 10, the pension may in no case be more than thirty-five fiftieths of the average salary. R. S. 1941, c. 13, s. 6.
- Interruption de services. 7. Dans le calcul de la durée des services d'un fonctionnaire ou d'un employé, le temps durant lequel celui-ci aurait cessé de faire partie du personnel du service civil n'est pas compté.
7. In computing the number of years of service of any officer or employee, the time during which he may have ceased to be a member of the civil service shall not be counted.
- Pouvoir dult-gouv. Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil, pour des raisons spéciales et exceptionnelles, peut statuer que la disposition précédente ne s'applique pas à ce fonctionnaire ou employé, et l'arrêté qu'il prend à cet effet est irrévocable.
- Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council, for special and exceptional reasons, may order that the preceding paragraph shall not apply to certain officers or public employees, and such order of the Lieutenant-Governor in Council shall be irrevocable.
- Service militaire. Cependant, le temps pendant lequel le service d'un fonctionnaire ou d'un employé a été interrompu par suite de service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou de ses alliés au cours d'une guerre est compté sans contribution, sauf
- Nevertheless, the time during which the service of an officer or an employee has been interrupted through active service in the armed forces of Her Majesty or of her allies during a war shall be counted without any contribution, except

pour les fins de l'article 2. S. R. 1941, c. 13, a. 7; 12 Geo. VI, c. 15, a. 1.

for the purposes of section 2. R. S. 1941, c. 13, s. 7; 12 Geo. VI, c. 15, s. 1.

Ajouté au nombre d'années de service. 8. Sur la recommandation du chef d'un ministère, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter aux années de services effectifs de toute personne mentionnée à l'article 1, tel autre nombre d'années n'excédant pas dix qu'il paraît juste de lui accorder.

Additions to years of service. 8. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the head of any department, may add to the effective years of service of any person mentioned in section 1, such further number of years, not exceeding ten, as it may be considered equitable to grant him.

Effet. Ce nombre additionnel d'années est réputé faire partie de la durée de services sur laquelle se calcule la pension de retraite de ce fonctionnaire ou de cet employé. S. R. 1941, c. 13, a. 8.

Effect. Such additional number of years shall be taken as part of the term of service on which the superannuation allowance of such officer or employee shall be computed. R. S. 1941, c. 13, s. 8.

Dépôt de l'arrêté. 9. L'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil doit être déposé sur le bureau des deux Chambres pendant la session en cours ou la session la plus prochaine. S. R. 1941, c. 13, a. 9.

Deposit of order. 9. The order-in-council, in any such case, shall be laid before the Legislature at its then current or next ensuing session. R. S. 1941, c. 13, s. 9.

Années de service comme surnuméraire. 10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre à tout membre du personnel du service civil qui demande une pension de retraite après dix années de services comme tel, d'ajouter à ces années de services, s'il y a lieu, la durée de ses services comme commis surnuméraire ou secrétaire particulier au Conseil législatif, à l'Assemblée législative ou dans un des ministères. S. R. 1941, c. 13, a. 10.

Temporary service may be counted. 10. The Lieutenant-Governor in Council may allow any member of the civil service, who applies for a pension after ten years' service as such, to add his years of service, if any, as a supernumerary clerk or private secretary in the Legislative Council or the Legislative Assembly or in any of the departments. R. S. 1941, c. 13, s. 10.

Conditions de retraite. 11. La mise à la retraite d'un fonctionnaire ou employé n'a lieu qu'après que le Conseil de la trésorerie s'est assuré

Conditions for superannuation. 11. The superannuation of an officer or employee shall not take place until the Treasury Board is satisfied

a) que la personne que l'on propose de mettre à la retraite y est admissible;

(a) that the person it is proposed to superannuate is eligible for superannuation;

b) que sa mise à la retraite est de l'intérêt public.

(b) that his superannuation is in the public interest.

Enquête. Le Conseil de la trésorerie peut, à cette fin, faire enquête par audition de témoignage sous serment. Le serment peut être reçu par un des membres du Conseil de la trésorerie. S. R. 1941, c. 13, a. 11; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 3.

Inquiry. The Treasury Board may hold, for such purpose, an inquiry by the hearing of witnesses on oath. The oath may be administered by one of the members of the Treasury Board. R. S. 1941, c. 13, s. 11; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 3.

Rapport. 12. Aucun membre du personnel du service civil n'est mis à la retraite à moins que le Conseil de la trésorerie n'ait fait rapport qu'il peut y être admis aux termes de la présente loi, et que sa mise à la retraite est de l'intérêt public. S. R. 1941, c. 13, a. 12.

Report 12. No member of the civil service shall be superannuated unless the Treasury Board reports that he is eligible within the meaning of this act, and that such superannuation will be in the public interest. R. S. 1941, c. 13, s. 12.

Restriction.

13. Ceux-là seuls qui ont été membres du personnel du service civil durant dix ans peuvent bénéficier des articles 8, 9, 10, 11 et 12. S. R. 1941, c. 13, a. 13.

13. Only those who have been members of the civil service for ten years may benefit by sections 8, 9, 10, 11 and 12. R. S. 1941, c. 13, s. 13.

Diminution de la pension.

14. Si le chef du ministère auquel appartient un fonctionnaire ou un employé public qui doit être mis à la retraite fait rapport que les services de ce fonctionnaire ou de cet employé n'ont pas été satisfaisants pour des causes autres que l'âge ou la santé, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui accorder une pension moindre que celle que la loi lui accorde. S. R. 1941, c. 13, a. 14.

14. If the head of the department, to which a public officer or employee who is to be superannuated belongs, reports that the services of such employee have, for any other reason than that of age or health, not been satisfactory, the Lieutenant-Governor in Council may allow him a smaller pension than that by law allowed. R. S. 1941, c. 13, s. 14.

Base de certaines pensions.

15. La pension du fonctionnaire ou employé mis à la retraite entre le 1^{er} novembre 1959 et le 1^{er} novembre 1962 à l'âge de soixante-dix ans ou plus est basée sur son traitement moyen des trois années précédant cette dernière date, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de la période. S. R. 1941, c. 13, a. 15; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 4; 10-11 Eliz. II, c. 10, a. 2.

15. The pension of any officer or employee superannuated between the 1st of November 1959 and the 1st of November 1962 at the age of seventy years or more shall be based on the average of his salary during the three years preceding such latter date, his salary at the termination of his duties serving as the basis of computation for the balance of the period. R. S. 1941, c. 13, s. 15; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 4; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 2.

Retenue sur traitement.

16. Il est fait, sur le traitement annuel de tout fonctionnaire ou employé public à qui s'applique le présent paragraphe, une retenue de cinq pour cent pendant les trois premières années, et de trois pour cent pendant les années suivantes de son service.

16. Out of the salary of every public officer or employee to whom this subdivision applies, a deduction shall annually be made of five per cent for the first three years, and of three per cent for the subsequent years of his service.

Versement.

Cette retenue est versée mensuellement au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 13, a. 16.

Such sum so deducted shall be paid monthly into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 13, s. 16.

B.—Du paiement des pensions

B.—Payment of Pensions

Mensualités.

17. La pension de tout fonctionnaire ou employé public retraité lui est payée, sa vie durant, par le ministre des finances, par mensualités et à terme échu. S. R. 1941, c. 13, a. 18 (*partie*).

17. The pension of every superannuated public officer or employee shall be paid him during his life by the Minister of Finance by monthly payments, but not in advance. R. S. 1941, c. 13, s. 18 (*part*).

Décès.

18. Lorsque le fonctionnaire ou l'employé meurt, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant et sa veuve ou, à son défaut, ses héritiers, ont alors droit de recevoir le versement mensuel qui est échu. S. R. 1941, c. 13, a. 18 (*partie*).

18. In the event of the death of such public officer or employee, his pension shall run to the first day of the month following, and his widow, or, failing her, his heirs, shall have a right to receive the monthly payment then due. R. S. 1941, c. 13, s. 18 (*part*).

Pension
à la
veuve.

19. À compter du jour que cesse le paiement de la pension ou, selon le cas, du traitement d'un fonctionnaire ou employé public, la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite est payée à sa veuve aussi longtemps que dure son état de viduité. S. R. 1941, c. 13, a. 19 (*partie*); 12 Geo. VI, c. 15, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 2.

19. From and after the day when the pension or salary, as the case may be, of a public officer or employee ceases to be paid, half the pension which he received, or which he would have been entitled to receive if he had been superannuated, shall be paid to his widow as long as she remains a widow. R. S. 1941, c. 13, s. 19 (*part*); 12 Geo. VI, c. 15, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 2.

Pension
des
enfants.

20. Si la femme d'un fonctionnaire ou d'un employé public meurt avant lui, ou si, lui ayant survécu, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, la demi-pension est payée à ceux des enfants de ce fonctionnaire ou de cet employé qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge. S. R. 1941, c. 13, a. 19 (*partie*).

20. If the wife of a public officer or employee dies before him, or if, having survived him, she dies or marries again, such half pension shall be paid to those of the children of such officer or employee who have not attained the age of eighteen years, and until they attain such age. R. S. 1941, c. 13, s. 19 (*part*).

Mensualités.

21. La demi-pension est payée par mensualités et à terme échu, et court jusqu'au premier du mois qui suit la date du mariage ou du décès de la veuve, ou la date à laquelle les enfants du défunt ont atteint l'âge de dix-huit ans. S. R. 1941, c. 13, a. 19 (*partie*).

21. The half pension shall be paid in monthly instalments, at the due date, and shall continue until the first day of the month next after the date of the marriage or death of the widow, or the date at which the children of the deceased have attained the age of eighteen years. R. S. 1941, c. 13, s. 19 (*part*).

Résidence.

22. Il n'est payé aucune pension ou demi-pension à des personnes qui résident hors de la province, à moins que, pour des raisons spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil n'en ordonne autrement. S. R. 1941, c. 13, a. 20.

22. No pension or half pension shall be paid to any person residing outside the Province, unless, for special reasons, the Lieutenant-Governor in Council otherwise determines. R. S. 1941, c. 13, s. 20.

C.—Dispositions diverses

Remise
des con-
tributions.

23. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, est destitué, ou si sa charge est abolie ou s'il est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service avant le temps où une pension peut lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remises sans intérêt.

23. If any officer or employee resign or be dismissed, or if his office be abolished or if he be compelled, through physical or mental infirmity, to leave the service before the time when a pension could be granted to him, the sums which have been deducted from his salary shall be returned to him, without interest.

Idem.

S'il décède avant qu'une pension lui ait été accordée et sans qu'une demi-pension devienne payable, les dites sommes sont remises à sa veuve, ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit. S. R. 1941, c. 13, a. 21; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 6; 10-11 Eliz. II, c. 10 a. 3.

If he dies before he is granted a pension and a half pension do not become payable, the said sums shall be returned to his widow or, if he leaves no widow, to his children or, if he leaves no children, to his legal representatives. R. S. 1941, c. 13, s. 21; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 6; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 3.

Option
pour pen-
sion dif-
férée.

24. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, ou si sa charge est abolie, après dix ans de service et ayant qu'il ait atteint l'âge de soixante ans, il lui est loisible, avant le remboursement des retenues, d'opter pour une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante ans ou devienne invalide. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu des articles 19, 20 et 21, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit. S. R. 1941, c. 13, a. 21a; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 6.

24. If an officer or employee resign, or if his office be abolished, after ten years of service and before he has attained the age of sixty years, he may, before repayment of the deductions, elect to take a pension deferred until he shall have attained the age of sixty years or become incapable. If he dies in the meantime, the half pension shall become payable under sections 19, 20 and 21, otherwise the deductions shall then be returned to his children or, failing children, to his legal representatives. R. S. 1941, c. 13, s. 21a; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 6.

Paiement
sur fonds
consol-
idé.

25. Le paiement des pensions et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 13, a. 22.

25. Pensions and reimbursements shall be paid out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 13, s. 22.

Limite
d'âge et
retraite.

26. Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de soixante-dix ans, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable s'il y a droit. Cependant le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire ou employé public à continuer l'exercice de ses fonctions. S. R. 1941, c. 13, a. 23 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 7 (*partie*).

26. When an officer or employee attains the age of seventy years, his duties shall cease *pleno jure* and a pension shall become payable to him if he is entitled thereto. Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may, from year to year, authorize any public officer or employee to continue to perform his duties. R. S. 1941, c. 13, s. 23 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 7 (*part*).

Retraite
obligatoi-
re.

27. La retraite est obligatoire pour tout fonctionnaire ou employé public à qui la pension est offerte, dans les cas prévus à l'article 2. S. R. 1941, c. 13, a. 23 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 7 (*partie*).

27. Superannuation shall be compulsory for any public officer or employee to whom a pension is offered, in the cases provided for in section 2. R. S. 1941, c. 13, s. 23 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 7 (*part*).

Insaisis-
sabilité.

28. La pension et la demi-pension sont incessibles et insaisissables. S. R. 1941, c. 13, a. 24.

28. The pension or half pension shall be neither transferable nor subject to seizure. R. S. 1941, c. 13, s. 24.

Emploi
des pen-
sionnai-
res.

29. Tout fonctionnaire ou employé public mis à la retraite pour cause d'infirmités corporelles ou mentales qui, avant d'atteindre l'âge de soixante ans, devient en état de rendre des services, peut être appelé par le gouvernement à remplir tout emploi public que ses services antérieurs l'ont rendu apte à exercer et qui n'est inférieur, ni en importance ni en émoluments, à celui qu'il a quitté, pourvu que l'exercice de cet emploi lui permette de résider au siège du gouvernement ou dans le district qu'il habitait en dernier lieu.

29. Any public officer or employee aged less than sixty years, superannuated for any physical or mental infirmity, who becomes able to render services, may be called upon by the Government to fill any public office, the duties of which his previous services have enabled him to discharge, and which is not inferior in rank and emoluments to that which he had left; provided always that the discharge of the duties of such office permits of his residing either at the seat of government or in the district in which he last resided.

Pension suspendue. Pendant qu'il occupe ainsi cet emploi, le paiement de sa pension est suspendu. S. R. 1941, c. 13, a. 25 (*partie*); 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 3 (*partie*). During the time he so occupies such office, the payment of his pension shall be suspended. R. S. 1941, c. 13, s. 25 (*part*); 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 3 (*part*). Pension suspended.

Refus de servir. 30. Si ce fonctionnaire ou cet employé public refuse ou néglige de remplir les devoirs de l'emploi qui lui est offert, il perd par là même, ainsi que sa veuve et ses enfants, tout droit ultérieur à une pension ou demi-pension. S. R. 1941, c. 13, a. 25 (*partie*). 30. If such public officer or employee refuses or neglects to discharge the duties of the office so offered, he shall *ipso facto*, as well as his widow and children, lose all further right to a pension or half pension. R. S. 1941, c. 13, s. 25 (*part*). Effect of refusal.

Pension suspendue. 31. Sous réserve de l'article 32, le versement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi auquel est attachée une rémunération payée par le gouvernement de la province ou par un office, une commission ou une régie relevant de ce gouvernement. S. R. 1941, c. 13, a. 25 (*partie*); 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 3 (*partie*). 31. Subject to the section 32, the payment of a pension shall cease while and whenever the beneficiary holds, temporarily or permanently, any office, function or employment to which is attached a remuneration paid by the Government of the province or by a bureau, commission or board under such Government. R. S. 1941, c. 13, s. 25 (*part*); 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 3 (*part*). Pension suspended.

Exception. 32. Lorsque la rémunération annuelle ou calculée sur une base annuelle est inférieure au montant annuel de la pension, le bénéficiaire continue à recevoir, suivant les modalités de la présente loi, la différence entre la rémunération et le montant de la pension. S. R. 1941, c. 13, a. 25 (*partie*); 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 3 (*partie*). 32. When the remuneration, whether annual or computed on an annual basis, is less than the annual amount of the pension, the beneficiary shall continue to receive, pursuant to the modalities of this act, the difference between the remuneration and the amount of the pension. R. S. 1941, c. 13, s. 25 (*part*); 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 3 (*part*). Exception.

D.—Dispositions spéciales à certains fonctionnaires et employés publics

D.—Special provisions respecting certain public officers and employees

Droit de continuer à contribuer. 33. Tout fonctionnaire ou employé public faisant partie du personnel du service civil depuis au moins cinq ans qui accepte un emploi ou une charge du gouvernement à laquelle la présente section ne s'applique pas, est réputé, pour les fins de la présente loi, faire partie du personnel du service civil pourvu qu'il continue à contribuer à la pension au moyen de la retenue annuelle de 3% prévue par la présente loi. S. R. 1941, c. 13, a. 29 (*partie*); 8 Geo. VI, c. 9, a. 1 (*partie*). 33. Every public officer or employee who has been a member of the civil service for at least five years and who accepts a governmental employment or office to which this Division does not apply shall, for the purpose of this act, be deemed a member of the civil service provided that he continues to contribute to the pension fund by means of the annual deduction of three per cent provided for by this act. R. S. 1941, c. 13, s. 29 (*part*); 8 Geo. VI, c. 9, s. 1 (*part*). Right to continue contributing.

Option. 34. Si la loi qui régit l'emploi ou la charge que ce fonctionnaire ou employé public accepte prévoit une pension pour le titulaire, celui-ci peut opter pour les fins de sa pension entre les dispositions 34. If the act governing the employment or office accepted by such public officer or employee provides a pension for the holder thereof, the latter may, for the purpose of his pension, choose be- Option.

de la présente loi ou celles de l'autre. S. R. 1941, c. 13, a. 29 (*partie*).

Avis. 35. L'option est exercée au moyen d'un avis écrit au ministre des finances dans le mois qui suit cette nomination. S. R. 1941, c. 13, a. 29 (*partie*).

Application de l'art. 62. 36. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les dispositions de l'article 62 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à un fonctionnaire ou employé public visé par la présente section et l'arrêté qu'il prend, à cet effet, est irrévocable et a effet à compter de la nomination du fonctionnaire. S. R. 1941, c. 13, a. 30; 6 Geo. VI, c. 14, a. 4.

Application de l'art. 66. 37. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les dispositions de l'article 66 s'appliquent à tout fonctionnaire ou employé public au lieu des dispositions des articles 29 à 32, et l'arrêté qu'il prend, à cet effet, est irrévocable et a effet à compter de la nomination, même si elle est antérieure au 1^{er} avril 1942, pourvu que la retenue exigée par l'article 16 soit faite depuis la nomination. S. R. 1941, c. 13, a. 31; 6 Geo. VI, c. 14, a. 4.

Services à titre temporaire ou surnuméraire. 38. Toute personne à laquelle s'appliquent les dispositions de la présente section peut faire compter, pour fins de pension, en tout ou en partie, la durée de ses services à titre temporaire ou surnuméraire dans toute fonction qui, occupée à titre permanent, est visée par la présente section, en donnant avant le 1^{er} septembre 1962, un avis écrit au ministre des finances et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal à cinq pour cent du traitement reçu pendant la durée des services à être ainsi comptée. Cette somme est payable en la manière prévue à l'article 68. S. R. 1941, c. 13, a. 32; 6 Geo. VI, c. 14, a. 4; 9 Geo. VI, c. 17, a. 1; 12 Geo. VI, c. 15, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 9; 10-11 Eliz. II, c. 10, a. 4.

Application de la sec. II. 39. Toute personne à laquelle s'appliquent les dispositions de la présente

tween the provisions of this act and those of the other act. R. S. 1941, c. 13, s. 29 (*part*).

35. The option shall be exercised by Notice. means of a notice in writing to the Minister of Finance within the month following such appointment. R. S. 1941, c. 13, s. 29 (*part*).

36. The Lieutenant-Governor in Council may order that the provisions of section 62 shall apply, *mutatis mutandis*, to any public officer or employee contemplated by this Division and the order to that effect made by him shall be irrevocable and shall have effect as from the appointment of the officer. R. S. 1941, c. 13, s. 30; 6 Geo. VI, c. 14, s. 4.

37. The Lieutenant-Governor in Council may order that the provisions of section 66 shall apply to any public officer or employee, instead of the provisions of sections 29 to 32, and the order to that effect made by him shall be irrevocable and shall have effect as from the appointment, even if the latter is prior to the 1st of April, 1942, provided that the deduction required by section 16 be made since the appointment. R. S. 1941, c. 13, s. 31; 6 Geo. VI, c. 14, s. 4.

38. Every person to whom the provisions of this Division apply may have counted, in whole or in part, for pension purposes, the period of his service as a temporary or supernumerary employee in any office which, if held permanently, is contemplated by this Division, by giving a notice in writing, before the 1st of September, 1962, to the Minister of Finance, and by paying into the consolidated revenue fund an amount equal to five per cent of the remuneration received during the period of service to be so counted. Such sum shall be payable in the manner provided in section 68. R. S. 1941, c. 13, s. 32; 6 Geo. VI, c. 14, s. 4; 9 Geo. VI, c. 17, s. 1; 12 Geo. VI, c. 15, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 9; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 4.

39. Every person to whom the provisions of this Division apply may, prior

Application of s. 62.

Application of s. 66.

Non-permanent service.

Application of Div. II.

section peut, avant le 1er juillet 1962, donner avis au ministre des finances qu'elle désire être régie par les dispositions de la section II et cet avis a effet à compter du 1er avril 1960. S. R. 1941, c. 13, a. 33; 6 Geo. VI, c. 14, a. 4; 7 Geo. VI, c. 10, a. 1; 13 Geo. VI, c. 17, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 10.

Restric-
tion.

40. La présente section ne s'applique aux fonctionnaires et employés visés à l'article 1 que s'ils ont été nommés avant le 1er avril 1942. S. R. 1941, c. 13, a. 34; 6 Geo. VI, c. 14, a. 4.

SECTION II

DE LA PENSION DES AUTRES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS PERMANENTS

« Fonc-
tionnai-
re ».

41. Dans la présente section, le mot « fonctionnaire » désigne toutes les personnes auxquelles elle s'applique. S. R. 1941, c. 13, a. 46; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

Traite-
ment.

42. Pour les fins de pension, le traitement ne comprend pas les rémunérations additionnelles ou bonis. S. R. 1941, c. 13, a. 52 (*partie*); 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 5.

Sexagé-
naires.

43. La présente section ne s'applique à aucun fonctionnaire qui, le 1er avril 1942, était âgé de plus de soixante ans à moins qu'il n'ait donné, avant le 1er juillet 1949, un avis au ministre des finances, lequel avis a effet à compter de la dite date. S. R. 1941, c. 13, a. 70; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 9; 13 Geo. VI, c. 17, a. 2.

Restric-
tion.

44. La présente section ne s'applique pas à ceux auxquels s'applique la section I de la présente loi, ou les articles 91 à 100 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 20).

Applica-
tion.

Sous ces réserves, elle s'applique à tout fonctionnaire ou employé du gouvernement recevant un traitement annuel fixe d'au moins six cents dollars et nommé à une fonction ou à un emploi continu pour un temps indéterminé ou pour une période de plus d'un an. S. R. 1941, c. 13, a. 44; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 12.

to the 1st of July 1962, notify the Minister of Finance that he wishes to be governed by the provisions of Division II and such notice shall have effect as from the 1st of April, 1960. R. S. 1941, c. 13, s. 33; 6 Geo. VI, c. 14, s. 4; 7 Geo. VI, c. 10, s. 1; 13 Geo. VI, c. 17, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 10.

40. This Division shall not apply to the officers and employees contemplated in section 1 unless they have been appointed prior to the 1st April, 1942. R. S. 1941, c. 13, s. 34; 6 Geo. VI, c. 14, s. 4.

Restric-
tion.

DIVISION II

PENSION OF OTHER PERMANENT OFFICERS AND EMPLOYEES

41. In this Division the word "officer" means every person to whom this Division applies. R. S. 1941, c. 13, s. 46; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

42. For pension purposes, the salary shall not include any additional remuneration or bonuses. R. S. 1941, c. 13, s. 52 (*part*); 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 5.

Salary.

43. This Division shall not apply to any officer who, on the 1st of April, 1942, was sixty years of age unless he has given, before the 1st of July, 1949, a notice to the Minister of Finance, which notice shall have effect as from the said date. R. S. 1941, c. 13, s. 70; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 9; 13 Geo. VI, c. 17, s. 2.

Sexage-
narians.

44. This Division shall not apply to the persons to whom Division I of this act, or sections 91 to 100 of the Courts of Justice Act (Chap. 20) apply.

Restric-
tion.

Subject to such exceptions, it shall apply to every officer or employee of the Government receiving a fixed annual remuneration of at least six hundred dollars and appointed to a continuous office or employment for an indefinite period or for a period of more than one year. R. S. 1941, c. 13, s. 44; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 12.

Idem.

Fonction-
naires
ou em-
ployés du
gouver-
nement.

45. Sont considérés comme fonctionnaires ou employés du gouvernement, pour les fins de la présente section:

1° les fonctionnaires et ouvriers régis par la Loi du service civil;

2° les sous-ministres, les greffiers du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, le chef du cabinet du premier ministre et l'auditeur de la province;

3° le directeur, les membres du personnel enseignant, les officiers et employés de l'École provinciale de médecine vétérinaire;

4° les agents généraux de la province;

5° les membres

a) de la Commission municipale de Québec;

b) de l'Office du crédit agricole du Québec;

c) de la Régie des transports, de la Régie de l'électricité et du gaz et de la Régie des services publics;

d) de l'Office du drainage;

e) de la Commission des allocations sociales du Québec;

f) de la Commission du salaire minimum;

g) de la Commission du service civil de la province de Québec;

h) de la Commission de relations de travail du Québec;

i) de la Commission hydroélectrique de Québec;

j) de la Régie des alcools du Québec, sauf le président;

k) du Bureau des expropriations de Montréal;

l) de la Régie des marchés agricoles du Québec;

6° Le président et le vice-président de la Commission d'aménagement de Québec, l'administrateur et les gérants nommés en vertu des dispositions des articles 84 et 86 de la Loi de la Régie des alcools du Québec (chap. 44);

7° le président du Bureau de censure du cinéma et tout membre de ce bureau qui en a déjà été le président, le président de l'Office des autoroutes du Québec;

8° les employés permanents de la Raffinerie de sucre de Québec;

45. For the purposes of this Division, the following shall be deemed officers or employees of the Government:

(1) the functionaries and workmen governed by the Civil Service Act;

(2) the deputy ministers, the clerks of the Legislative Council and of the Legislative Assembly, the Executive Secretary of the Prime Minister and the Provincial Auditor;

(3) the director, the members of the teaching staff, the officers and employees of the Provincial School of Veterinary Medicine;

(4) the agents-general of the Province;

(5) the members of:

(a) the Quebec Municipal Commission;

(b) the Quebec Farm Credit Bureau;

(c) the Transportation Board and the Electricity and Gas Board and the Public Service Board;

(d) the Drainage Bureau;

(e) the Quebec Social Allowances Commission;

(f) the Minimum Wage Commission;

(g) the Civil Service Commission of the Province of Quebec;

(h) the Quebec Labour Relations Board;

(i) the Quebec Hydro-Electric Commission;

(j) the Quebec Liquor Board, except the chairman;

(k) the Montreal Expropriation Bureau;

(l) the Quebec Agricultural Marketing Board;

(6) The chairman and the vice-chairman of the Quebec Planning Commission, the administrator and the managers appointed under sections 84 and 86 of the Quebec Liquor Board Act (Chap. 44);

(7) the president of the Board of Cinema Censors and any member of the said Board who has already been the president thereof, the chairman of the Quebec Autoroute Authority;

(8) the permanent employees of the Quebec Sugar Refinery;

9° les membres de la Sûreté mentionnés à l'article 9 de la Loi de la Sûreté provinciale. S. R. 1941, c. 13, a. 45; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 2; 8 Geo. VI, c. 9, a. 2; 9 Geo. VI, c. 21, a. 13; 11 Geo. VI, c. 16, a. 6; 13 Geo. VI, c. 21, a. 6; 14-15 Geo. VI, c. 54, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 17, a. 4; 5-6 Eliz. II, c. 62, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 17, a. 18; 9-10 Eliz. II, c. 18, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 86, a. 6; 10-11 Eliz. II, c. 39, a. 11; 10-11 Eliz. II, c. 51, a. 40; 11-12 Eliz. II, c. 14, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 11, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 45, a. 136.

(9) the members of the Police Force mentioned in section 9 of the Provincial Police Force Act. R. S. 1941, c. 13, s. 45; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 2; 8 Geo. VI, c. 9, s. 2; 9 Geo. VI, c. 21, s. 13; 11 Geo. VI, c. 16, s. 6; 13 Geo. VI, c. 21, s. 6; 14-15 Geo. VI, c. 54, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 17, s. 4; 5-6 Eliz. II, c. 62, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 17, s. 18; 9-10 Eliz. II, c. 18, s. 3; 9-10 Eliz. II, c. 86, s. 6; 10-11 Eliz. II, c. 39, s. 11; 10-11 Eliz. II, c. 51, s. 40; 11-12 Eliz. II, c. 14, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 11, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 45, s. 136.

Droit à la pension.

46. Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle de retraite à tout fonctionnaire ou employé visé par l'article 45

a) qui a au moins trente-cinq ans de service; ou

b) qui a au moins dix ans de service et soixante-cinq ans d'âge ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, soixante ans; ou

c) qui a au moins dix ans de service et est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale. S. R. 1941, c. 13, a. 47; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 5; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 13.

46. The Lieutenant-Governor in Council shall grant an annual pension to every officer or employee contemplated by section 45

Right to pension.

(a) who has at least thirty-five years of service; or

(b) who has at least ten years of service and has attained the age of sixty-five years or, in the case of a female person, of sixty years; or

(c) who has at least ten years of service and has become incapable of discharging his ordinary duties by reason of physical or mental infirmity. R. S. 1941, c. 13, s. 47; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 13.

Base de la pension.

47. La pension est basée sur le traitement moyen du fonctionnaire pour les cinq années les mieux rémunérées de son service.

47. The pension shall be based upon the average salary of the officer during the five highest-paid years of his service.

Base of pension.

Calcul.

La pension est fixée à autant de cinquantièmes de ce traitement moyen que le fonctionnaire a d'années de service.

The pension shall be fixed at as many fiftieths of such average salary as the officer has years of service to his credit.

Amount.

Années ajoutées.

Dans le cas des fonctionnaires visés aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 45, il est ajouté dix ans au nombre d'années de service pour les fins du présent article.

In the case of the officers contemplated by paragraphs 2, 4, 5 and 6 of section 45, ten years shall be added to the number of years of service for the purpose of this section.

Additional years.

Maximum.

Pour le calcul de la pension, il n'est pas tenu compte de plus de trente-cinq ans de service. S. R. 1941, c. 13, a. 48 (partie) et a. 49; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 4; 7-8 Eliz. II, c. 40, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 6.

In computing the pension, not more than thirty-five years of service shall be counted. R. S. 1941, c. 13, s. 48 (part) and s. 49; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 4; 7-8 Eliz. II, c. 40, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 6.

Maximum.

Base de certaines pensions.

48. La pension du fonctionnaire mis à la retraite entre le 1er novembre 1959 et le 1er novembre 1964 à l'âge de

48. The pension of any officer superannuated between the 1st of November 1959 and the 1st of November 1964 at

Base of certain pensions.

soixante-dix ans ou plus est basée sur son traitement moyen des cinq années les mieux rémunérées de son service ou, si celui-là est plus élevé, sur son traitement moyen des cinq années précédant le 1er novembre 1964, son traitement à la cessation de ses fonctions servant de base au calcul pour le reste de cette période. S. R. 1941, c. 13, a. 53; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 15; 10-11 Eliz. II, c. 10, a. 6.

the age of seventy years or more shall be based on the average of his salary during the five highest-paid years of his service or, if the following be higher, on the average of his salary during the five years preceding the 1st of November 1964, his salary at the termination of his duties serving as the basis of computation for the balance of such period. R. S. 1941, c. 13, s. 53; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 15; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 6.

Minimum
octroyé.

49. Le montant de toute pension ou demi-pension est porté à neuf cents dollars par année, tant que le titulaire ne peut profiter des dispositions de la loi du Canada intitulée « Loi sur la sécurité de la vieillesse », ou de la Loi de l'assistance aux personnes âgées (chap. 226), de la Loi des allocations aux aveugles (chap. 224) ou de la Loi de l'aide aux invalides (chap. 225). S. R. 1941, c. 13, a. 48a; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 14; 10-11 Eliz. II, c. 10, a. 5; 12-13 Eliz. II, c. 11, a. 3.

49. The amount of any pension or half pension shall be increased to nine hundred dollars per year, as long as the pensioner cannot avail himself of the provisions of the act of Canada entitled "Old Age Assistance Act", or of the Aged Persons Assistance Act (Chap. 226), of the Blind Persons Allowances Act (Chap. 224) or of the Disabled Persons Assistance Act (Chap. 225). R. S. 1941, c. 13, s. 48a; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 14; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 5; 12-13 Eliz. II, c. 11, s. 3.

Service
interrompu.

50. Dans le calcul de la durée des services d'un fonctionnaire, le temps pendant lequel son service a été interrompu n'est pas compté.

50. In computing the number of years of service of any officer, the time during which his service has been interrupted shall not be counted.

Exception.

Toutefois, le temps pendant lequel le service d'un fonctionnaire a été interrompu par suite de service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou de ses alliés au cours d'une guerre, est compté sans contribution, sauf pour les fins de l'article 46. S. R. 1941, c. 13, a. 50; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

Nevertheless, the time during which the service of an officer has been interrupted through active service in the armed forces of Her Majesty or of her allies during a war shall be counted without any contribution, except for the purposes of section 46. R. S. 1941, c. 13, s. 50; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

Mise à la
retraite.

51. La mise à la retraite d'un fonctionnaire n'a lieu qu'après que le Conseil de la trésorerie s'est assuré

51. The superannuation of an officer shall not take place until the Treasury Board has ascertained:

1° que la personne que l'on propose de mettre à la retraite y est admissible;

(1) that the person whom it is proposed to superannuate is eligible; and

2° que sa mise à la retraite est de l'intérêt public.

(2) that his superannuation is in the public interest.

Enquête.

Le Conseil de la trésorerie peut, à cette fin, faire enquête par audition de témoignages sous serment. Le serment peut être reçu par un des membres du Conseil de la trésorerie. S. R. 1941, c. 13, a. 51; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

The Treasury Board may, for such purpose, hold an inquiry by hearing evidence under oath. The oath may be administered by one of the members of the Treasury Board. R. S. 1941, c. 13, s. 51; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

Retenue.

52. Il est fait sur le traitement de tout fonctionnaire une retenue de cinq

52. Out of the salary of every officer, a deduction of five per cent shall be made.

pour cent. Cette retenue est versée mensuellement au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 13, a. 52 (*partie*) 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

Such sum so deducted shall be paid monthly into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 13, s. 52 (*part*); 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

Retenues
créditées.

53. Les retenues faites sur les traitements des fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum et de la Régie des alcools du Québec sont versées au ministre des finances et portées au crédit de ces commissions et régie respectivement, dans un compte spécial tenu pour chacune d'elles. Ces fonds répondent du paiement des pensions et des remboursements dus aux fonctionnaires et employés de chacune de ces commissions.

53. The deductions made out of the salary of the officers and employees of the Quebec Workmen's Compensation Commission, of the Minimum Wage Commission and of the Quebec Liquor Board shall be paid to the Minister of Finance and credited to such Commissions and Board respectively, in a special account maintained for each one of such commissions. These funds shall guarantee the payment of the pensions and the refunds due to the officers and employees of each of these Commissions.

Retenues
versées au
fonds de
pension.

Dans le cas des membres de la Commission hydroélectrique de Québec, les retenues faites sur leurs traitements, à titre de contribution pour fins de pension, sont versées au fonds de pension des employés de la Commission hydroélectrique de Québec et leur pension est payée à même ce fonds, mais suivant les conditions de la présente loi. S. R. 1941, c. 13, a. 52 (*partie*) et a. 48 (*partie*); 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 12 Geo. VI, c. 15, a. 5; 14-15 Geo. VI, c. 54, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 86, a. 7; 10-11 Eliz. II, c. 27, a. 1.

With respect to the members of the Quebec Hydro-Electric Commission, the deductions made from their salaries, as contributions for pension purposes, shall be paid into the pension fund of the employees of the Quebec Hydro-Electric Commission and their pensions shall be paid out of such fund, but in accordance with the provisions of this act. R. S. 1941, c. 13, s. 52 (*part*) and s. 48 (*part*); 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 12 Geo. VI, c. 15, s. 5; 14-15 Geo. VI, c. 54, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 86, s. 7; 10-11 Eliz. II, c. 27, s. 1.

Mode de
paiement.

54. La pension de tout fonctionnaire à la retraite lui est payée sa vie durant par le ministre des finances, par mensualités et à terme échu. S. R. 1941, c. 13, a. 54; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

54. The pension of every super-annuated officer shall be paid him during his life by the Minister of Finance by monthly payments, but not in advance. R. S. 1941, c. 13, s. 54; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

Décès du
fonction-
naire.

55. Lorsque le fonctionnaire meurt, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant et sa veuve, ou, à son défaut, ses héritiers, ont alors droit de recevoir le versement mensuel qui est échu. S. R. 1941, c. 13, a. 55; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

55. When the officer dies, his pension shall run to the first day of the month following, and his widow, or, failing her, his heirs, shall have a right to receive the monthly payment then due. R. S. 1941, c. 13, s. 55; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

Pension
de la
veuve.

56. À compter du jour que cesse le paiement de la pension ou, selon le cas, du traitement d'un fonctionnaire ou employé public, la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite est payée à sa veuve aussi longtemps que dure son état de viduité. S. R. 1941, c. 13, a. 56; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 12 Geo. VI, c. 15, a. 7; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 7.

56. From and after the day when the pension or salary, as the case may be, of a public officer or employee ceases to be paid, half the pension which he received, or which he would have been entitled to receive if he had been super-annuated, shall be paid to his widow as long as she remains a widow. R. S. 1941, c. 13, s. 56; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 12 Geo. VI, c. 15, s. 7; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 7.

Pension
aux en-
fants.

57. Si la femme d'un fonctionnaire meurt avant lui ou si, lui ayant survécu, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, la demi-pension est payée à ceux des enfants de ce fonctionnaire qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge. S. R. 1941, c. 13, a. 58; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

57. If the wife of an officer dies before him, or if, having survived him, she dies or marries again, such half pension shall be paid to those of the children of such officer who have not attained the age of eighteen years, and until they attain such age. R. S. 1941, c. 13, s. 58; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6. Child-
ren's
pension.

Mode de
paiement
de la
demi-
pension.

58. Cette demi-pension est payée par mensualités et à terme échu et court jusqu'au premier du mois qui suit la date du mariage ou du décès de la veuve, ou la date à laquelle les enfants du défunt ont atteint l'âge de dix-huit ans. S. R. 1941, c. 13, a. 59; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

58. Such half pension shall be paid in monthly instalments, at the due date, and shall continue until the first day of the month next after the date of the marriage or death of the widow, or the date at which the children of the deceased have attained the age of eighteen years. R. S. 1941, c. 13, s. 59; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6. Payment
of half
pension.

Résiden-
ce.

59. Il n'est payé aucune pension ou demi-pension à des personnes qui résident en dehors de la province, à moins que, pour des raisons spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil n'en ordonne autrement. S. R. 1941, c. 13, a. 60; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

59. No pension or half pension shall be paid to any person residing outside the Province, unless, for special reasons, the Lieutenant-Governor in Council otherwise determines. R. S. 1941, c. 13, s. 60; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6. Resi-
dence.

Remise
des contri-
butions.

60. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, est destitué, ou si sa charge est abolie ou s'il est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service avant le temps où une pension peut lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remises sans intérêt.

60. If an officer or employee resign or be dismissed, or if his office be abolished or if he be compelled, through physical or mental infirmity, to leave the service before the time when a pension could be granted to him, the sums which have been deducted from his salary shall be returned to him, without interest. Contri-
butions
returned.

S'il décède avant qu'une pension lui ait été accordée sans qu'une demi-pension devienne payable, les dites sommes sont remises à sa veuve, ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit. S. R. 1941, c. 13, a. 61; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 16; 10-11 Eliz. II, c. 10, a. 7.

If he dies before he is granted a pension, and a half pension do not become payable, the said sums shall be returned to his widow or, if he leave no widow, to his children or, failing children, to his legal representatives. R. S. 1941, c. 13, s. 61; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 16; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 7.

Pension
différée.

61. Si un fonctionnaire ou un employé démissionne, ou si sa charge est abolie, après dix ans de service et avant qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans, ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, il lui est loisible, avant le remboursement des retenues, d'opter pour une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, ou jusqu'à ce qu'il devienne invalide. S'il

61. If an officer or employee resign, or if his office be abolished after ten years of service and before he has attained the age of sixty-five years or, in the case of a female person, sixty years, he may, before repayment of the deductions, elect to take a pension deferred until he shall have attained the age of sixty-five years or, in the case of a female person, sixty years, or until he becomes incapable. If he die in the meantime, the half pension shall become payable under sections 56 and 57, Deferred
pension.

décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu des articles 56 et 57, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit. S. R. 1941, c. 13, a. 61a; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 16.

otherwise the deductions shall then be returned to his children or, failing children, to his legal representatives. R. S. 1941, c. 13, s. 61a; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 16.

Nouvelle nomination.

62. Le fonctionnaire auquel les retenues ont été remboursées en vertu de l'article 60 ou de l'article 23, ne peut, s'il est subseqüemment nommé à une fonction visée par la présente section, faire compter les années de service antérieures à cette nouvelle nomination qu'en remettant les dites retenues, avec intérêt au taux de quatre pour cent, à compter du jour où il les a touchées. Cette remise doit être effectuée en la manière fixée à l'article 68. S. R. 1941, c. 13, a. 62; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 8 Geo. VI, c. 9, a. 3.

62. An officer to whom the deductions have been reimbursed under section 60 or section 23 may not, if subsequently appointed to any office contemplated by this Division, have his years of service prior to such new appointment counted unless he repays the said deductions, with interest at the rate of four per cent from the date on which he received them. Such repayment must be effected in the manner provided in section 68. R. S. 1941, c. 13, s. 62; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 8 Geo. VI, c. 9, s. 3.

Reappointment.

Paiement sur fonds consolidé.

63. Le paiement des pensions et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu.

63. Pensions and reimbursements shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Consolidated revenue fund.

État annuel.

Toutefois, si les pensions et les remboursements dus aux fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum et de la Régie des alcools du Québec, ne peuvent pas être entièrement acquittés à même les fonds visés au premier alinéa de l'article 53, ces commissions doivent, sur présentation d'un état annuel, acquitter le solde de ces pensions et remboursements. S. R. 1941, c. 13, a. 63; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 12 Geo. VI, c. 15, a. 8; 9-10 Eliz. II, c. 86, a. 7.

Nevertheless, if the pensions and the refunds due to the officers and employees of the Quebec Workmen's Compensation Commission, of the Minimum Wage Commission and of the Quebec Liquor Board cannot be fully met from the funds contemplated in the first paragraph of section 53, these Commissions shall, on presentation of an annual statement, pay the balance of such pensions and refunds. R. S. 1941, c. 13, s. 63; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 12 Geo. VI, c. 15, s. 8; 9-10 Eliz. II, c. 86, s. 7.

Annual statement.

Âge de la retraite.

64. Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de soixante-dix ans, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable s'il y a droit. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire ou employé public à continuer l'exercice de ses fonctions.

64. When an officer or employee attains the age of seventy years, his duties shall cease *pleno jure* and a pension shall become payable to him if he is entitled thereto. Nevertheless the Lieutenant-Governor in Council may, from year to year, authorize any public officer or employee to continue to perform his duties.

Age for retirement.

La retraite est obligatoire pour tout fonctionnaire ou employé à qui la pension est offerte, dans les cas prévus à l'article 46. S. R. 1941, c. 13, a. 64; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 17.

Superannuation shall be compulsory for any public officer or employee to whom a pension is offered, in the cases provided for in section 46. R. S. 1941, c. 13, s. 64; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 17.

Insaisissabilité.

65. La pension et la demi-pension sont incessibles et insaisissables. S. R.

65. The pension and half pension shall be neither transferable nor subject to

Pension not seizable.

1941, c. 13, a. 65; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6. seizure. R. S. 1941, c. 13, s. 65; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

Emploi
des pen-
sionnaires.

66. Tout fonctionnaire mis à la retraite pour cause d'infirmité corporelle ou mentale qui, avant d'atteindre l'âge de soixante-cinq ans, est devenu en état de rendre des services, peut être appelé par le gouvernement à remplir tout emploi public qui n'est inférieur, ni en importance ni en émoluments, à celui qu'il a quitté, si cet emploi lui permet de résider dans la localité où il réside ou dans celle qu'il habitait lors de sa mise à la retraite.

Effet de
l'accepta-
tion.

L'acceptation d'un tel emploi annule la mise à la retraite et le fonctionnaire doit continuer à subir la retenue pendant la durée de ses nouveaux services lesquels entrent en ligne de compte pour les fins de la pension.

Effet du
refus.

Si ce fonctionnaire refuse d'accepter l'emploi qui lui est offert, il perd par là même, ainsi que sa veuve et ses enfants, tout droit ultérieur à une pension.

Pension
susten-
due.

Sous réserve du cinquième alinéa du présent article, le versement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi auquel est attachée une rémunération payée par le gouvernement de la province ou par un office, une commission ou une régie relevant de ce gouvernement.

Excep-
tion.

Toutefois, lorsque la rémunération annuelle ou calculée sur une base annuelle est inférieure au montant annuel de la pension, le bénéficiaire continue à recevoir, suivant les modalités de la présente loi, la différence entre la rémunération et le montant de la pension. S. R. 1941, c. 13, a. 66; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 9.

Fonction-
naires de
l'enseigne-
ment pri-
maire.

67. Tout fonctionnaire a droit de faire compter, pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service comme fonctionnaire de l'enseignement primaire, ou comme professeur dans une école d'agriculture, un Institut de technologie ou une école de métiers, en donnant, avant le 1er janvier 1962 et, par la suite, dans l'année suivant la date à laquelle la présente section lui devient applicable, un avis écrit au ministre des

66. Any officer aged less than sixty-five years, superannuated for any physical or mental infirmity, who becomes able to render services, may be called upon by the Government to fill any public office which is not inferior in rank and emoluments to that which he had left, if such office permits of his residing either in the locality where he has his residence or in that where he resided when he was superannuated.

Recall.

Acceptance of such an office shall cancel the superannuation and the officer must continue to submit to the deduction during the period of his new service, which shall avail for pension purposes.

Superan-
nuation
cancelled.

If such officer refuses to accept the office so offered, he shall, *ipso facto*, as well as his widow and children, lose all further right to a pension.

Forfeiture.

Subject to the fifth paragraph of this section, the payment of a pension shall cease while and whenever the beneficiary holds, temporarily or permanently, any office, function or employment to which is attached a remuneration paid by the Government of the province or by a bureau, commission or board under such Government.

Pension
sus-
pended.

However, when the remuneration, whether annual or computed on an annual basis, is less than the annual amount of the pension, the beneficiary shall continue to receive, pursuant to the modalities of this act, the difference between the remuneration and the amount of the pension. R. S. 1941, c. 13, s. 66; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 9.

Excep-
tion.

67. Every officer shall be entitled, for pension purposes, to have counted, wholly or in part, his years of service as an officer of primary education, or as a professor in an agricultural school, an Institute of technology or a trade school, by giving, before the 1st of January 1962 and, thereafter, within the year following the date on which this Division becomes applicable to him, a written notice to the Minister of Finance and by paying into

Officers of
primary
education.

Retenue
réduite.

finances et en versant au fonds consolidé du revenu, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées sur son traitement pendant les dites années, si les dispositions de la présente section avaient alors été applicables, déduction faite du total des retenues effectuées en vertu de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique (chap. 235), sans intérêt. Quand le nombre d'années de service qu'un fonctionnaire veut faire compter en vertu du présent article dépasse cinq, le montant des retenues exigibles doit, avant que la déduction susmentionnée ne soit faite, être d'abord réduit d'un pourcentage égal à deux fois le nombre d'années à être comptées au delà de cinq jusqu'à vingt-cinq. S. R. 1941, c. 13, a. 67; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 7; 8 Geo. VI, c. 9, a. 4; 12 Geo. VI, c. 15, a. 9; 6-7 Eliz. II, c. 31, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 18.

Intérêt
sur les
retenues.

68. Les retenues payables en vertu de l'article précédent portent intérêt au taux de quatre pour cent calculé annuellement, à compter du jour où la présente section est devenue applicable au fonctionnaire.

Paiement.

Ce dernier peut, à son choix, en payer le montant dans l'année suivant ladite date ou en répartir le paiement en versements échelonnés sur le nombre d'années fixé à l'annexe de la présente loi. Ces versements sont déduits du paiement du traitement de la même manière que la retenue et si la pension ou la demi-pension devient payable avant qu'ils aient tous été acquittés, ils en sont déduits. S. R. 1941, c. 13, a. 68; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6.

Fonction-
naires de
l'ensei-
gnement.

69. Par dérogation aux articles 44 et 45, nul fonctionnaire de l'enseignement primaire ou de l'enseignement spécialisé occupant, le 1er avril 1942, une fonction visée par la présente section n'est assujéti aux présentes dispositions, à moins qu'il n'ait donné, avant le 1er janvier 1949, un avis, à cette fin, au ministre des finances, lequel avis a effet depuis la dite date. S. R. 1941, c. 13, a. 69; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 8; 12 Geo. VI, c. 15, a. 10.

the consolidated revenue fund an amount equal to the deductions which would have been made from his remuneration during the said years if the provisions of this Division had then been applicable, after deducting the total of the stoppages made under Part VIII of the Education Act (Chap. 235), without interest. When the number of years of service which an officer wishes to have counted under this section exceeds five, the amount of the stoppages exigible must, before the afore-said deduction is made, be reduced by a percentage equal to twice the number of years to be counted in excess of five and up to twenty-five. R. S. 1941, c. 13, s. 67; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 7; 8 Geo. VI, c. 9, s. 4; 12 Geo. VI, c. 15, s. 9; 6-7 Eliz. II, c. 31, s. 3; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 18.

Stoppages
reduced.

68. The deductions payable under the preceding section shall bear interest at the rate of four per cent, calculated yearly, from the day on which this Division becomes applicable to the officer.

Interest.

The latter may, at his option, pay the amount thereof within the year following the said date, or distribute the payment thereof by instalments spread over the number of years fixed in the schedule to this act. Such instalments shall be deducted from the payments of the remuneration in the same manner as the deduction and, if the pension or half pension becomes payable before they have all been paid, they shall be deducted therefrom. R. S. 1941, c. 13, s. 68; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6.

Option.

69. Notwithstanding sections 44 and 45, no officer of primary or specialized education who, on the 1st of April, 1942, holds any office contemplated by this Division, shall be subject to these provisions unless he has given before the 1st of January, 1949, a notice for such purpose to the Minister of Finance, which notice has effect from the said date. R. S. 1941, c. 13, s. 69; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 8; 12 Geo. VI, c. 15, s. 10.

Officers of
education.

Avis
requis.

70. Tout président ou membre du Bureau de censure du cinéma visé par le paragraphe 7° de l'article 45 peut faire compter, pour fins de pension, ses années ou une partie de ses années de service au Bureau de censure du cinéma, en donnant, dans l'année suivant la date à laquelle la présente section lui devient applicable, un avis écrit au ministre des finances et en versant au fonds consolidé du revenu, sans intérêt, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées sur son traitement, si la dite section lui avait été alors applicable.

Paiement. Ce montant est payable suivant les dispositions de l'article 68. S. R. 1941, c. 13, a. 71a; 1-2 Eliz. II, c. 17, a. 5.

Applica-
tion à
certains
fonction-
naires.

71. Tout fonctionnaire sujet à l'application de la présente loi peut, pour les fins de sa pension, faire compter, en totalité ou en partie, à son gré, le temps pendant lequel il a été au service de la province avant que la présente loi lui devienne applicable, aux conditions ci-après prescrites.

Avis.

Le fonctionnaire auquel la présente loi était applicable le 18 novembre 1959 doit donner au ministre des finances, avant le 1er janvier 1965, un avis de son intention de bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, en indiquant la période qu'il entend faire compter pour les fins de sa pension, et le fonctionnaire auquel la présente loi est devenue ou deviendra applicable après le 18 novembre 1959 doit donner un tel avis dans les douze mois suivant le jour où la présente loi lui est devenue ou lui deviendra applicable.

Montant
à payer.

Le fonctionnaire doit de plus verser au fonds consolidé du revenu, en la manière déterminée par l'article 68, mais sans intérêt, un montant égal aux retenues qui auraient dû être effectuées sur son traitement si la présente loi lui avait été alors applicable.

Service
antérieur.

Le temps pendant lequel le fonctionnaire a été au service de la province, avant que la présente loi lui devienne applicable, peut être compté même si l'emploi a été discontinu et quels qu'aient été le mode et la quotité de la rémunération. Le temps pendant lequel le fonctionnaire a été à

70. Any president or member of the Board of Cinema Censors contemplated in paragraph 7 of section 45 may have counted for pension purposes his years or a portion of his years of service on the Board of Cinema Censors by giving, within the year following the date on which this Division becomes applicable to him, a written notice to the Minister of Finance and paying into the consolidated revenue fund, without interest, an amount equal to the deductions which would have been made from his salary if the said division had then been applicable to him.

Such amount shall be payable in accordance with the provisions of section 68. R. S. 1941, c. 13, s. 71a; 1-2 Eliz. II, c. 17, s. 5.

71. Any officer subject to the application of this act may, for the purposes of his pension, have counted, wholly or in part, if he wishes, the time during which he has been in the service of the province before this act became applicable to him, on the conditions hereinafter stipulated.

Any officer to whom this act was applicable on the 18th of November 1959 must give notice to the Minister of Finance, before the 1st of January 1965, of his intention to avail himself of the provisions of the preceding paragraph, indicating the period of time he intends having counted for the purposes of his pension, and any officer to whom this act became or shall become applicable after the 18th of November 1959 must give such notice within twelve months after the day when this act became or shall become applicable to him.

The officer must, moreover, pay into the consolidated revenue fund, in the manner determined by section 68, but without interest, an amount equal to the deductions which would have been made from his salary if this act had been applicable to him at that time.

The time during which the officer was in the service of the province before this act became applicable to him, may be counted even if the employment was discontinuous and whatever may have been the method and amount of remuneration. The time during which the officer was in

l'emploi de la ville de Montréal, division de la taxe de vente, peut être compté de la même manière.

Retenue réduite.

Quand le nombre d'années de service qu'un fonctionnaire veut faire compter en vertu du présent article dépasse cinq, le montant payable est réduit d'un pourcentage égal à deux fois le nombre d'années à être comptées au delà de cinq jusqu'à vingt-cinq.

Cas spéciaux.

Une personne qui a déjà fait partie d'une commission ou d'une régie dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, pendant au moins deux ans et au plus trois ans, et qui par la suite a été au service du gouvernement fédéral pendant au moins sept ans et au plus neuf ans peut, lorsqu'il est de nouveau nommé membre d'une telle commission ou régie, faire compter, pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années au service de cette commission ou régie et au service du gouvernement fédéral, en se conformant aux prescriptions du présent article. Les années qui pourront lui être ainsi comptées sont celles pour lesquelles cette personne versera au fonds consolidé du revenu cinq pour cent du traitement qui lui a été payé pendant ces années.

Fonctionnaire d'un gouvernement canadien, etc.

son entrée au service du gouvernement de la province a été fonctionnaire d'un gouvernement canadien ou employé d'une corporation ou institution ayant un plan de pension comportant le remboursement des contributions à la cessation des services, peut faire compter pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service à ce gouvernement, ou à cette corporation ou institution, en se conformant aux conditions du présent article.

Conditions.

Le droit prévu à l'alinéa précédent est subordonné à la remise au fonds consolidé du revenu du remboursement de contributions ci-dessus mentionné ainsi qu'aux paiements additionnels et autres conditions prescrits par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut autoriser le ministre des finances à conclure avec tel gouvernement ou telle corporation ou institution une entente sur ces paiements et conditions. Cette entente peut également prévoir les versements à faire sur le

the employment of the City of Montreal, in the Sales Tax Division, may be counted in the same manner.

When the number of years of service which an officer wishes to have counted under this section is more than five, the amount payable shall be reduced by a percentage equal to twice the number of years to be counted in excess of five and up to twenty-five.

Stop-pages reduced.

A person who has already been a member of a commission or board, whose members are appointed by the Lieutenant-Governor in Council during at least two years and not more than three years and who, later, has been in the service of the Federal Government during not less than seven years or more than nine years, may, when he is again appointed a member of such commission or board, have counted for the purposes of his pension, in whole or in part, his years of service with such commission or board, or with the Federal Government, by complying with the provisions of this section. The years which may thus be allowed him shall be those in respect of which such person shall have paid to the consolidated revenue fund five per cent of the remuneration which was paid to him during such years.

Special cases.

Any person who, before entering the service of the government of the province was an officer of a Canadian government or an employee of a corporation or institution having a pension plan with reimbursement of contributions after services have ceased, may have counted for pension purposes, in whole or in part, his years of service with such government, or with such corporation or institution, by complying with the conditions of this section.

Service with a Canadian government, etc.

The right provided in the preceding paragraph shall be subject to the payment into the consolidated revenue fund of the above-mentioned reimbursement of contributions and to such additional payments and other conditions as are prescribed by the Lieutenant-Governor in Council, who may authorize the Minister of Finance to make with any such government, corporation or institution an agreement respecting such payments and conditions. Such agreement may also provide

Conditions.

fonds consolidé du revenu pour les fonctionnaires passant au service de ce gouvernement ou de cette corporation ou institution. S. R. 1941, c. 13, a. 71; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 10; 8 Geo. VI, c. 9, a. 5; 9 Geo. VI, c. 17, a. 2; 12 Geo. VI, c. 15, a. 11; 13 Geo. VI, c. 17, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, a. 10; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 19; 10-11 Eliz. II, c. 10, a. 8; 12-13 Eliz. II, c. 11, a. 4.

for payments out of the consolidated revenue fund in respect of officers entering the service of such government, corporation or institution. R. S. 1941, c. 13, s. 71; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 10; 8 Geo. VI, c. 9, s. 5; 9 Geo. VI, c. 17, s. 2; 12 Geo. VI, c. 15, s. 11; 13 Geo. VI, c. 17, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 37, s. 10; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 19; 10-11 Eliz. II, c. 10, s. 8; 12-13 Eliz. II, c. 11, s. 4.

Avis par la veuve.

72. La veuve d'un fonctionnaire décédé avant l'expiration du délai prévu à l'article 71 peut, dans ce délai, donner l'avis prévu au dit article. S. R. 1941, c. 13, a. 72; 7 Geo. VI, c. 10, a. 11.

72. The widow of an officer who dies before the expiration of the delay contemplated in section 71 may give the notice contemplated in the said section within such delay. R. S. 1941, c. 13, s. 72; 7 Geo. VI, c. 10, s. 11. Notice by widow.

Fonctionnaires en activité de service.

73. Tout fonctionnaire qui, le 1er avril 1942, était en congé pour cause de service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou de ses alliés, peut se prévaloir des dispositions de l'article 71 dans les six mois suivant la date d'expiration de ce congé. S. R. 1941, c. 13, a. 73; 8 Geo. VI, c. 9, a. 6.

73. Any officer who, on the 1st of April, 1942, was on leave of absence by reason of active service in the armed forces of Her Majesty or her allies, may avail himself of the provisions of section 71 within six months after the date of the expiration of such leave of absence. R. S. 1941, c. 13, s. 73; 8 Geo. VI, c. 9, s. 6. Officers on active service.

Permutations.

74. Tout fonctionnaire auquel s'applique la section I de la présente loi et qui accepte une fonction ou un emploi visés par la présente section, a droit, s'il ne bénéficie pas des dispositions des articles 33, 34 et 35, de faire compter, pour fins de pension, ses années de service antérieures à sa permutation. S. R. 1941, c. 13, a. 74; 8 Geo. VI, c. 9, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, a. 11.

74. Any officer to whom Division I of this act applies and who accepts a duty or employment contemplated by this division shall be entitled, if he does not benefit by the provisions of sections 33, 34 and 35, to have counted for pension purposes his years of service prior to his change of employment. R. S. 1941, c. 13, s. 74; 8 Geo. VI, c. 9, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 13, s. 11. Change of duties, etc.

Idem.

75. Tout fonctionnaire qui, après au moins huit ans de service, accepte une charge du gouvernement à laquelle la présente loi ne s'applique pas, continue à être considéré comme fonctionnaire pour les fins de la présente section pourvu qu'il verse la contribution visée à l'article 52.

75. Any officer who, after at least eight years' service, accepts an office under the Government to which this act does not apply, shall continue to be deemed an officer for the purposes of this Division provided that he pays the contribution contemplated in section 52. Idem.

Option.

Cependant, si la loi qui régit la charge que ce fonctionnaire accepte, prévoit une pension pour le titulaire, celui-ci doit opter entre les dispositions de la dite loi et celles de la présente loi. Cette option est exercée par avis écrit donné au ministre des finances dans les deux mois suivant la nomination ou en tout temps avant le remboursement des retenues. S. R. 1941,

Nevertheless, if the law governing the office accepted by such officer makes provision for a pension for the holder thereof, such officer must make option between the provisions of the said law and those of this act. Such option shall be exercised by written notice given to the Minister of Finance within two months after the appointment or at any time Option.

c. 13, a. 75; 8 Geo. VI, c. 9, a. 6; 12-13 Eliz. II, c. 11, a. 5.

before the repayment of the deductions. R. S. 1941, c. 13, s. 75; 8 Geo. VI, c. 9, s. 6; 12-13 Eliz. II, c. 11, s. 5.

ANNEXE

Table de versements (*Article 68*)

Le nombre maximum d'années sur lequel peut être réparti, suivant l'article 68, le versement d'arriérés de retenues, est celui indiqué en regard du chiffre correspondant à l'âge du fonctionnaire à son dernier anniversaire. En aucun cas, ce nombre d'années ne doit, cependant, dépasser cinq fois le nombre d'années de service, pour lequel les arriérés de retenues sont payables.

Âge	Période	Âge	Période
31 (ou moins)	35	48	22
32	34	49	22
33	33	50	21
34	33	51	20
35	32	52	19
36	31	53	19
37	30	54	18
38	30	55	17
39	29	56	17
40	28	57	16
41	27	58	15
42	27	59	15
43	26	60	14
44	25	61	13
45	25	62	13
46	24	63	12
47	23	64	12
		65	11
		66 (et plus)	10

S. R. 1941, c. 13, Annexe; 6 Geo. VI, c. 14, a. 6; 7 Geo. VI, c. 10, a. 12.

SCHEDULE

Table of instalments (*Section 68*)

The maximum number of years over which the payment of arrears of deductions may be spread pursuant to section 68 is that indicated opposite the number corresponding to the age of the officer at his last birthday. Such number of years must, however, in no case exceed five times the number of years of service for which the arrears of deductions are payable.

Age	Period	Age	Period
31 (Or under)	35	48	22
32	34	49	22
33	33	50	21
34	33	51	20
35	32	52	19
36	31	53	19
37	30	54	18
38	30	55	17
39	29	56	17
40	28	57	16
41	27	58	15
42	27	59	15
43	26	60	14
44	25	61	13
45	25	62	13
46	24	63	12
47	23	64	12
		65	11
		66 (and over)	10

R. S. 1941, c. 13, Schedule; 6 Geo. VI, c. 14, s. 6; 7 Geo. VI, c. 10, s. 12.